LE TEMPS

# Accord de La Mecque: contre qui?

OPINION. Donner un nom sacré à une alliance liant la Turquie, l'Arabie saoudite et le Pakistan ne lui confère ni cohérence stratégique ni légitimité politique. Son véritable test ne sera pas le camp qu'elle choisira en cas de confrontation, mais sa capacité à instaurer la paix, écrit le spécialiste de la Turquie Ihsan Kurt



Le président turc et président du Parti AK, Recep Tayyip Erdoğan, à Ankara, le 14 août 2026. — © IMAGO/TUR Presidency /Murat Cetinmuhurdar / IMAGO/Anadolu Agency



Ihsan Kurt
sociologue

Publié le 21 août 2026 à 08:05. / Modifié le 22 août 2026 à 19:07.
3 min. de lecture

Loading the Elevenlabs Text to Speech AudioNative Player...

L'accord portant le nom de La Mecque, l'un des lieux les plus sacrés des musulmans, s'est imposé récemment à travers une alliance militaire entre la Turquie, l'Arabie saoudite et le Pakistan. L'une de ses formules rappelle l'article 5 de l'OTAN: «Toucher à l'un d'entre nous, c'est toucher à nous tous. »

Mais donner le nom de «La Mecque» à une structure militaire ne lui confère ni

seulement à des signatures, mais à sa capacité d'agir collectivement en temps de crise. Or l'accord ne semble pas encore en disposer. Il doit néanmoins être replacé dans la recomposition géopolitique du Moyen-Orient, notamment face à l'Iran.

**Lire aussi:** Le très gênant cadeau de Recep Tayyip Erdoğan aux dirigeants venus à Ankara pour le sommet de l'OTAN: un revolver et six balles

## Etre indispensable sans devenir dépendant

Pour l'Arabie saoudite, la puissance iranienne demeure une préoccupation majeure. Riyad cherche donc des garanties de sécurité, au risque de donner à l'accord une dominante sunnite et de transformer une rivalité entre Etats en confrontation confessionnelle. Le Moyen-Orient a déjà payé un prix considérable pour l'instrumentalisation des appartenances religieuses.

Pour Ankara, l'accord s'inscrit dans une stratégie de long terme. Depuis une quinzaine d'années, la Turquie cherche à dépasser son rôle de flanc sud-est de l'OTAN pour s'affirmer comme puissance régionale autonome. Souvent qualifiée de «néo-ottomane», cette ambition vise moins à restaurer un empire qu'à construire une zone d'influence des Balkans au Moyen-Orient, en passant par le Caucase et la Méditerranée orientale. La stratégie d'Erdoğan repose sur une logique d'équilibre: être indispensable sans devenir dépendant. A l'OTAN par sa puissance militaire et sa géographie, à l'Europe par son rôle sécuritaire et migratoire, à la Russie par sa position en mer Noire et aux monarchies du Golfe par son poids régional.

**Lire aussi:** Dans la Turquie d'Erdogan, des étudiants en droit sous pression

## L'absence du Caire révèle les limites

Le sommet de l'OTAN à Ankara en juillet 2026 a renforcé cette centralité. Dans un contexte de confrontation autour de l'Iran et d'instabilité aux frontières de l'Europe, la Turquie retrouve une fonction de bouclier sur le flanc sud-est de l'Alliance. Sa position devient d'autant plus importante qu'une extension du conflit pourrait provoquer de nouveaux flux migratoires vers l'Europe. Ankara joue ainsi sur deux tableaux: pilier de la sécurité occidentale et puissance autonome au Moyen-Orient. Plus la crise s'aggrave, plus elle devient indispensable à l'Europe;

La dissolution progressive du PKK comme acteur armé renforce les mains d'Ankara, sans résoudre la question kurde. Si les enjeux sécuritaires et migratoires deviennent prioritaires pour l'Europe, la démocratie, les droits humains et l'issue kurde serait relégués au second plan.

L'absence du Caire révèle les limites de l'accord. Le Caire ne partage pas nécessairement la stratégie de Riyad envers Téhéran et doit préserver ses équilibres en Méditerranée orientale, notamment avec la Grèce. Une structure dont l'Egypte, acteur majeur du monde arabe, reste à l'écart peut difficilement constituer une nouvelle architecture régionale de sécurité.

**Lire aussi:** Les Etats-Unis s'entendent avec l'Arabie saoudite pour la doter d'un programme nucléaire civil

## Entre bloc et équilibre

Israël constitue l'autre pôle de cette recomposition. Les tensions entre Ankara et Tel-Aviv traduisent deux ambitions concurrentes: Israël cherche à contenir l'Iran et à remodeler son environnement stratégique, tandis que la Turquie refuse une architecture régionale construite sans elle. La Syrie, Gaza et la Méditerranée orientale deviennent ainsi des espaces de compétition hégémonique.

Ankara entretient simultanément des relations avec l'OTAN, la Russie, l'Iran et les monarchies du Golfe. L'escalade entre Israël, l'Iran et les Etats-Unis pourrait la contraindre à choisir un camp. C'est la limite de sa stratégie: une puissance peut difficilement jouer le rôle de pivot tout en s'intégrant dans un bloc confessionnel. Si l'accord évolue vers une alliance sunnite contre l'Iran, Ankara devra choisir entre puissance d'équilibre et puissance de bloc. Or le Moyen-Orient n'a besoin ni d'un bloc sunnite ni d'un front chiite, mais de mécanismes empêchant que les rivalités entre puissances deviennent des guerres communautaires.

Donner un nom sacré à une alliance ne lui confère ni cohérence stratégique ni légitimité politique. Son véritable test ne sera pas le camp qu'elle choisira, mais sa capacité à instaurer la paix. Car si une confrontation entre Etats devient un affrontement entre sunnites et chiites, ses conséquences dépasseront largement les pays engagés.



**En toute transparence**

*Le Temps* publie des chroniques, rédigées par des membres de la rédaction ou des personnes extérieures, ainsi que des opinions et tribunes, proposées à des personnalités ou sollicitées par elles. Ces textes reflètent le point de vue de leurs autrices et auteurs. Elles ne représentent nullement la position du média.